



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Nos-meilleurs-voeux-Prochainement-3556>

Éditorial

Nos meilleurs voeux

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2017 - N° 1182 - janvier 2017 -

Date de mise en ligne : lundi 6 mars 2017

Date de parution : janvier 2017

Description :

Marie-Louise Duboin a cherché quelques raisons d'être optimiste, et en a trouvé dans des réflexions qui témoignent d'une certaine évolution par rapport à des croyances qui ont la vie dure : enfin, quelques voix se font entendre, qui prouvent qu'on ne confond pas partout travail et emploi...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

« Souhaitons que 2017 confirme l'avance des idées distributistes : on parle (mal, mais on en parle) du revenu citoyen et ce n'est sans doute qu'un début... » nous écrit un fidèle lecteur. En cette période de voeux, nous ne demandons pas mieux que de partager son optimisme. Car il a doublement raison : on parle de plus en plus, partout, d'un revenu garanti. Mais des énormités sont exprimées sur ce sujet.

Les énormités

Certains adoptent l'idée en s'enthousiasmant sur l'air de (je schématise à peine) : « Bonne aubaine, on va financer ce revenu en supprimant tous les acquis sociaux, ça simplifiera les choses et ça nous permettra de baisser les salaires ! ». Grâce à ce dernier argument, il est bien possible qu'un revenu minimum (on dit maintenant "de base") soit organisé dans le système capitaliste, donc par REdistribution. Mais ce sera très long, car il faudra aussi augmenter des impôts, ce qui sera probablement aussi difficile à décrocher que les fameuses taxes Tobin ou TTF, sur les transactions financières, souvent promises, toujours remises.

Du côté opposé se manifeste le rejet absolu d'un revenu qui ne serait pas la rémunération d'un travail. Or ce refus repose sur des croyances indélébiles... mais débiles.

Des croyances bien enracinées

Certains de ces opposants systématiques confondent allègrement travail et emploi. C'est le cas d'économistes comme Jean-Marie Harribey, pour qui un travail n'a de valeur que s'il est reconnu par le marché, c'est-à-dire s'il est effectué dans le cadre d'un emploi rémunéré. Au cours de discussions au sein d'Attac, je me suis souvent opposée à un tel positionnement, qui surprend de la part d'économistes militant au sein d'une association altermondialiste.

L'autre argument des opposants consiste à affirmer que si les technologies numériques suppriment des emplois, elles vont en créer de nouveaux et en bien plus grand nombre. C'est tout le contraire de ce qui est déjà observé et de toutes les prévisions scientifiquement établies, dont celles de l'OIT. Mais cela ne fait rien, ces opposants se fondent, comme les autres, sur le passé. Comme si le passé devait se reproduire à perpétuité, sans que le changement, pourtant énorme, de nos moyens de production puisse avoir des conséquences. Ils vous expliquent que puisque l'industrialisation a supprimé des emplois dans le secteur primaire et en a créé de nouveaux dans le secteur secondaire, cela "prouve" que la numérisation va en créer... d'autres. Cela ne prouve rien du tout. Produire encore plus, ou des nouveautés, c'est poursuivre une course en avant dont les dangers sont devenus évidents. Un tour dans un hypermarché montre qu'on produit déjà beaucoup plus que le nécessaire pour satisfaire, pas seulement les besoins vitaux, mais aussi beaucoup de superflu pour les clients... qui ont les moyens de payer. Alors que ce qu'il faut, c'est produire plus proprement des produits de bonne qualité qui soient accessibles à tous ceux qui en ont besoin.

La question est donc : si de nouveaux emplois étaient inventés par les nouvelles technologies, ce serait pour quoi faire ? Mais elle n'est pas évoquée. On ne sait pas, on ne veut pas savoir. On croit, on affirme.

Cette question est pourtant essentielle. Ne pas s'en préoccuper, c'est laisser l'avenir de l'humanité à la merci des "investisseurs", c'est laisser leur marché continuer à décider de ce qui doit être fait pour leur "rapporter", sans se préoccuper des besoins de la population et de l'environnement.

Un peu d'optimisme

Alors, faut-il désespérer devant tant d'irréalisme, ou bien réagir comme notre lecteur qui terminait son message par : « Aujourd'hui, j'ai envie d'être optimiste » ?

Après l'élection de Trump, la montée des nationalismes et des intégrismes, et la perspective d'encore six mois de ces discours électoralistes qui, pour séduire, n'abordent pas l'essentiel, je me demandais bien comment trouver des raisons pour faire partager cet optimisme à nos lecteurs...

Et puis Le Monde daté d'aujourd'hui-même, ce 5 janvier 2017, me tombe sous les yeux. Je l'ouvre, sans plus d'illusions que d'habitude. Mais mon œil est attiré par un titre qui s'étale sur une page entière : Le travail au-delà de l'emploi.

Notre lecteur charentais aurait-il pressenti que les idées qui sont défendues par La Grande Relève depuis plus de 80 ans perçaient enfin dans les réflexions de certains "penseurs" ? Une telle évolution remonterait le moral. J'ai donc savouré cette page étonnante.

D'abord en constatant que l'économiste Pierre-Yves Gomez ne partage pas du tout le parti pris de son ex-collègue Jean-Marie Harribey, qu'il explique même, en ces termes : « Nous avons été formatés à ne considérer comme relevant du "travail" que le temps contrôlé par les entreprises ou les administrations », et il va plus loin en précisant clairement que « la réduction de notre champ de vision sur le travail a une histoire. Celle du capitalisme qui [...] a universalisé le contrat de subordination »... qu'est le salariat.

Pour lui, les travailleurs ont subi cette perte d'autonomie tant qu'ils pouvaient retrouver, grâce au salaire, une autre "liberté", celle de consommer... Mais ce compromis fordien a cédé sous l'effet de l'hypercompétitivité du capitalisme mondialisé.

Que d'activités utiles qui ne sont pas financées !

Un autre économiste capable de réfléchir, Roger Sue, fait, sur cette même page, une analyse semblable : évoquant la foule d'activités utiles et qui ne sont pas financées, il confirme que ce n'est pas le travail qui manque, mais que si ces activités si nécessaires ne se développent pas c'est bien parce que l'économie de marché ne les "valorise pas".

Il va un peu plus loin, car il amorce même une solution en ces termes : « Le volontariat... montre la voie, particulièrement avec le service civique » dont la réussite pourrait conduire « vers un service universel, accessible à chacun, à tous les âges de la vie. [...] Un travail élargi que chacun pourrait moduler à son gré dans certaines limites ». Mais il ne va pas jusqu'à remettre en question l'économie de marché puisqu'il ajoute que ce "travail élargi" ne s'opposerait pas à l'emploi marchand mais le rendrait plus performant, sans préciser.

Rémunérer le travail bénévole

Le titre, Vers une économie contributive, du troisième article de cette page, et son sous-titre, Pour sortir de la crise sociale, redistribuons les gains de productivité issus de l'automatisation en rémunérant le travail hors emploi, annonceraient-ils un pas de plus vers la sortie de l'économie de l'échange marchand ? € Pas vraiment, puisque

son auteur, le philosophe Bernard Stiegler (que j'ai déjà évoqué en mai dernier dans GR 1175 p. 7) parle toujours de rémunération du travail.

Il est pourtant conscient que l'automation de la "data economy" (celle dont Uber est le symbole) crée très peu d'emplois, forme un système fermé qui élimine la diversité et induit « la gestion par l'absurde dans les entreprises ».

Pour lui, et cela mérite réflexion, les emplois remplacés par des automates sont "prolétarisés" en ce sens qu'ils ne requièrent aucun savoir, aucune capacité d'autonomie.

Dans ce qu'il propose sous le terme "d'économie contributive" il s'agit de « distinguer fondamentalement travail et emploi » et de redistribuer une part des gains de productivité en rémunérant aussi le travail hors emploi, « faute de quoi le système engendrera une immense surproduction ».

Lui non plus ne précise pas plus. Il ne dit pas comment concilier une telle redistribution avec le système capitaliste qui, par principe, est piloté par le profit, par la rentabilité de toute activité.

Défendre des propositions pour changer de cap

Donc "ils y viennent !". Duboin n'a eu que le tort d'avoir raison trop tôt... et peut-être de n'avoir pas imaginé l'énormité des dégâts que l'idéologie de l'échange marchand pouvait entraîner. Maintenant que ceux-ci deviennent si évidents, il faudrait aussi faire entendre ses propositions pour changer de direction.

C'est pour cela qu'en cette période de vœux, où l'actualité ne laisse entrevoir que de sombres perspectives, nos souhaits vont d'abord vers l'ouverture des esprits.

Nous souhaitons que nos lecteurs nous relaient pour faire comprendre que pour survivre, l'humanité doit accepter de revenir sur beaucoup de ses croyances qui se révèlent infondées.

Des croyances à revoir

Par exemple que non, la compétition n'est pas une obligation naturelle (à l'appui de quoi on trouvera plus loin, dans l'article de François Chatel, des arguments basés sur des découvertes scientifiques récentes) et que la coopération est bien plus efficace.

Que oui, la dérive climatique observée impose de renoncer au plus vite aux énergies fossiles, au contraire de ce que prétendent les "climatosceptiques" (et Michel Berger entreprend ci-après d'apporter le plus simplement possible les éclaircissements qui permettent d'en juger et ne pas être dupe).

Que c'est "la loi du marché" qui a augmenté les inégalités au-delà de toute mesure tolérable et que non, cette loi n'a rien de naturel ; il est donc possible d'y mettre fin en ne basant plus l'économie sur l'échange, mais sur le partage.

Que oui, notre ennemi à tous, c'est la finance, telle qu'elle fonctionne actuellement, parce qu'elle repose sur des mécanismes qui permettent à quelques investisseurs de décider de l'essentiel.

Nos meilleurs voeux

Donc, enfin, qu'en confiant aux élus la création d'une autre monnaie légale rendant impossible la spéculation, cette économie de partage peut remettre la politique à sa place, celle d'organiser démocratiquement l'économie pour qu'elle s'adapte aux moyens en tenant compte des besoins de tous, sans exclusion.

Cette remise en question de la monnaie, pour faire fonctionner la démocratie d'une économie du partage, est sans doute ce qu'il y a de plus original dans nos propositions encore utopistes, mais qui ont le mérite d'être réalistes. Il faudra bien y venir quand on aura compris que toutes les recettes classiques sont vouées à l'échec.

Alors, au travail (bénévole !) pour qu'en 2017 toutes ces réflexions ne soient plus passées sous silence ! Il faut que nous soyons de plus en plus nombreux à les soutenir, grâce à de plus en plus d'abonnés à La Grande Relève !